

Vers un lieu permanent : les dix ans de la Maison Théâtre Entretien avec Nicole Doucet et Serge Marois

Michel Vaïs

Numéro 76, 1995

Théâtre jeunes publics

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/27927ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vaïs, M. (1995). Vers un lieu permanent : les dix ans de la Maison Théâtre : entretien avec Nicole Doucet et Serge Marois. *Jeu*, (76), 8–19.

Diffusion

Michel Vaïs

Vers un lieu permanent : les dix ans de la Maison Théâtre

Entretien avec Nicole Doucet et Serge Marois

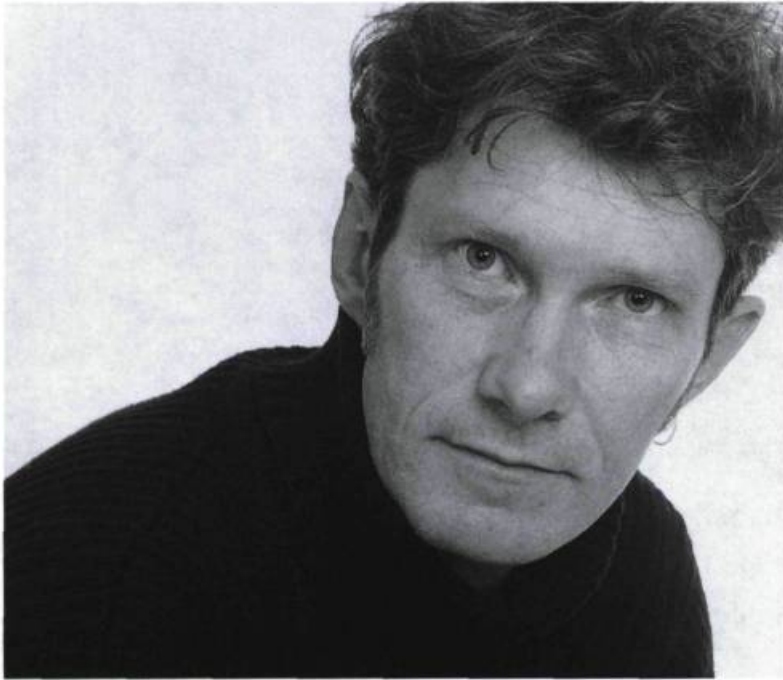
Nicole Doucet est directrice générale de la Maison Théâtre depuis la saison 1993-1994. Serge Marois, directeur artistique de l'Arrière Scène, est actuellement président du conseil d'administration de la Maison Théâtre.

Nicole Doucet.
Photo : Stéphane
Dumais.

Nicole Doucet, qu'est-ce qui, dans votre expérience passée, vous a amenée à diriger la Maison Théâtre ?

Nicole Doucet — Pour brosser un rapide parcours chronologique, je suis née en Ontario, où j'ai été pendant cinq ans la première coordonnatrice de Théâtre Action. Il s'agissait d'un regroupement de compagnies théâtrales, au sein duquel s'est effectué un important travail de développement, que ce soit sur le plan de la dramaturgie ou sur celui de la création de nouvelles compagnies. C'est à cette époque qu'ont été créés le Théâtre de la Vieille 17, le Théâtre du Trillium (qui s'appelait alors la Corvée)... Nous avons aussi travaillé à la sensibilisation culturelle du public franco-ontarien. Par la suite, j'ai été nommée au Conseil des Arts du Canada (d'abord au Service des bourses, puis à celui du théâtre), enfin à l'Office des tournées. Je connais donc les compagnies de théâtre depuis longtemps, ainsi que le théâtre jeunes publics ; j'ai participé à un grand nombre de festivals, que ce soit au parc Lafontaine ou ailleurs, et j'ai pu de ce fait suivre l'évolution de chacune des compagnies. J'ai aussi travaillé au Théâtre de Quat'Sous pendant un an.





Serge Marois. Photo :
Jean-Guy Thibodeau.

Serge Marois, vous présidez actuellement le conseil d'administration de la Maison Théâtre. Est-ce que la compagnie que vous dirigez, l'Arrière Scène, est une des fondatrices de ce regroupement ?

Serge Marois — Non ; les trois compagnies fondatrices sont le Carrousel, le Théâtre de l'Œil et les Deux Mondes (sous son ancien nom de la Marmaille). Ma compagnie s'est jointe assez rapidement au regroupement, par le biais de Stéphane Leclerc, qui était à l'époque l'administratrice de l'Arrière Scène et qui avait travaillé avec ces trois compagnies à la fondation de la Maison Théâtre. Par la suite, Stéphane en est devenue la première directrice générale.

Le fonctionnement

Pouvez-vous m'expliquer les liens qui existent entre le conseil d'administration, que vous présidez, la direction et le « comité artistique », qui joue aussi un rôle dans votre organisation ?

S. M. — Il y a d'abord une assemblée des membres ; nous avons vingt-deux compagnies — et trois membres individuels — qui élisent un conseil d'administration, lequel constitue en quelque sorte le « patron » de la maison. Nicole Doucet est la directrice, non pas artistique mais *générale*. Car la Maison Théâtre possède un comité artistique de cinq personnes, incluant la directrice générale. Les décisions, dans ce domaine — programmation, grandes orientations —, sont prises par ce comité, où l'on trouve des membres du CA et d'autres de l'assemblée générale.

Aviez-vous œuvré précisément dans le milieu du théâtre jeunes publics avant d'arriver à la Maison Théâtre ?

N. D. — Pas particulièrement, sauf avec la Corvée, où j'ai joué dans un spectacle intitulé *Faut pas se laisser faire*, présenté notamment à Montréal, au quatrième Festival de théâtre pour enfants, en 1977.

On peut donc dire que vous abordez le théâtre jeunes publics à la Maison Théâtre de la même façon que vous auriez abordé un théâtre pour adultes, ou pour tous...

N. D. — Oui, c'est pourquoi les préjugés à l'égard du théâtre jeunes publics me dérangent énormément !

Est-ce que tout le monde s'entend bien, ou un tel fonctionnement présente-t-il à l'occasion des difficultés ?

S. M. — Il est sûr que notre travail demande beaucoup de rigueur, entre autres pour sélectionner les compagnies qui seront mises au programme, tout en évitant les conflits d'intérêts. Personnellement, je fais partie du comité artistique pour la deuxième fois à quelques années d'intervalle, et je constate une fois de plus la rigueur qui prévaut à la sélection, même de la part des membres qui proposent des spectacles de leur propre compagnie.

En fait, cela ressemble aux politiques de jugement par les pairs, auxquelles les artistes québécois et canadiens se sont habitués grâce à leur participation aux jurys des services de bourses : lorsqu'un directeur de compagnie voit son dossier évalué, il se retire automatiquement pendant les délibérations.

La seule personne toujours neutre est donc la directrice générale. Est-ce qu'il lui arrive alors de trancher ?

N. D. — Oui, il m'est arrivé de le faire à deux reprises, mais le conseil d'administration peut aussi m'aider à trancher.

S. M. — En fait, la programmation élaborée par le comité artistique est proposée au CA, lequel pourrait en principe la bloquer. Il y a donc une autre instance qui jette un regard sur les décisions d'ordre artistique.



Illustration de Richard Lacroix pour *Zoé perd son temps*, spectacle du Théâtre de l'Œil qui sera présenté à la Maison Théâtre en 1995-1996.

Y a-t-il, dans votre CA, une majorité de représentants de compagnies ou de gens de l'extérieur ?

N. D. — Nous avons sept personnes du milieu théâtral et quatre du monde des affaires. Mais la Maison Théâtre possède aussi un code d'éthique, et peut se référer à un « comité d'éthique », composé uniquement de gens du milieu des affaires, membres de notre CA. Il existe donc une barrière interne en cas de problèmes éventuels. C'est pareil au Conseil des Arts du Canada, d'ailleurs. Il m'est arrivé une fois d'annuler la séance d'un jury, même si, comme à la Maison Théâtre, les décisions devaient ensuite être entérinées par un conseil d'administration. C'est que je voyais bien qu'un membre du jury était en train de recommander tous ses amis. J'ai donc évoqué le code d'éthique du Conseil des Arts, et un nouveau jury a été constitué. Ici, je n'ai jamais encore eu le sentiment d'avoir à utiliser notre code d'éthique, mais au moins, il existe dans notre structure pour sauvegarder l'intégrité de notre démarche.

Principales étapes et grands projets

Quelles grandes étapes a connues la Maison Théâtre depuis sa fondation, il y a dix ans ?

S. M. — Les trois premières années ont été celles dites de la « préfiguration ». Il faut rappeler, en effet, qu'au moment de sa fondation la Maison Théâtre avait trois ans pour faire la preuve qu'une salle destinée uniquement aux jeunes publics pouvait exister. Il a donc fallu, tout de suite, travailler au développement de la clientèle. Au bout de trois ans, la preuve était faite que la clientèle avait augmenté d'année en année, et cela continue depuis ce temps-là : il y a bel et bien un public capable de voir entre huit et douze spectacles par saison.

Nous avons passé ces trois premières années dans la salle du Tritorium du cégep du Vieux-Montréal, mais avec la promesse gouvernementale de nous installer dans un lieu permanent et spécifique après trois ans. Or, on sait que la maison permanente n'est toujours pas là, après dix ans.

Une autre étape importante a été de développer le secteur petite enfance, il y a sept ans. Les représentations, qui étaient données dans la petite salle de l'Espace GO, ont favorisé l'essor d'une dramaturgie pour ce secteur particulier. Le public de la série petite enfance est toujours important et constitue encore une bonne part de notre marché. Il y a eu aussi la remise sur pied du festival jeunes publics ; enfin, depuis quelques années, nous concentrons nos énergies sur le dossier de la maison permanente, car c'est devenu une urgence.

N'avez-vous pas également élaboré une série de spectacles pour les adolescents ?

S. M. — Cette série a toujours fait partie de notre programmation, dès le départ.

Quels sont les principaux défis auxquels vous comptez vous mesurer dans un proche avenir ?

N. D. — Une partie importante de nos projets va se réaliser dans un lieu permanent, plus adéquat pour notre travail. Par exemple, nous avons conclu en 1994-1995 une entente avec le musée de Pointe-à-Callière pour offrir aux enfants un parcours culturel d'une journée. Les enfants vont au musée le matin, arrivent à la Maison Théâtre pour manger et pour voir un spectacle en après-midi. C'est une formule gagnante, qui a intéressé beaucoup d'écoles parce qu'elle constitue un programme clés en main : un autobus, deux activités culturelles, une journée complète. Et deux activités assez différentes l'une de l'autre. Nous reprenons cette formule en 1995-1996, en y ajoutant une visite au Centre d'histoire de Montréal ou à la Biosphère.

Tout cela pour dire que nous offrons donc aux enfants de manger chez nous, sauf qu'ils doivent le faire soit au balcon de la salle, soit par terre ! Il est évident que dans notre futur lieu permanent, nous avons prévu un casse-croûte. D'une part, les écoliers pourront y venir en semaine avant ou après le spectacle, d'autre part, les parents pourront aussi y aller avec leurs enfants les fins de semaine. Une salle de ce genre doit être un lieu convivial, spécialement aménagé pour accueillir les jeunes spectateurs.

Plusieurs autres activités pourraient être développées avec notre public. Même si le théâtre jeunes publics au Québec est d'une qualité exceptionnelle, il reste que la population en général n'a pas une grande connaissance des enjeux de la culture, contrairement à d'autres pays. C'est pourquoi, en 1994-1995, nous avons proposé une nouvelle activité : une rencontre avec les concepteurs avant le spectacle, pour permettre aux artistes de parler de leur démarche, de dire qu'ils ont choisi cela comme métier, que leur compagnie existe depuis vingt ans, et ainsi de suite.

Qui invitez-vous à ces rencontres avec les concepteurs ?

N. D. — Les familles, les gens qui prennent un abonnement familial pendant l'année. Donc, on y voit des grands-parents, des parents et des enfants. Un comédien, Sylvain Hétu, anime les discussions une fois qu'il a rencontré la direction artistique de la compagnie, et les artisans — scénographe, metteur en scène, auteur, etc. — viennent parler du travail qu'ils ont accompli. Cela fait partie du rôle de la Maison Théâtre, qui n'est pas qu'un lieu de diffusion. Notre mission a toujours inclus autant l'animation d'un lieu de diffusion que la promotion du théâtre jeunes publics. C'est cet aspect qu'il nous faut absolument développer le plus rapidement possible et, en 1995-1996, nous allons étendre ces rencontres aux écoles.

Un lieu permanent nous permettra aussi d'atteindre un autre de nos objectifs, celui d'avoir un centre de documentation et un centre d'interprétation. Nous pourrions offrir aux utilisateurs des ordinateurs multimédias, avec des logiciels sur l'histoire du théâtre pour enfants, pour qu'ils puissent voyager par exemple à travers les autres spectacles d'une compagnie. Un peu comme au British Museum.



Hulul, du Théâtre du Papyrus de Belgique, fait partie de la programmation de la Maison Théâtre cette année. Sur la photo : Bernard Chemin. Photo : Rose Hausé.

L'urgence d'un lieu permanent

Si je comprends bien, les grands défis à venir sont tous liés à votre projet d'immobilisation. Pouvez-vous faire le point à cet égard ?

N. D. — Je travaille là-dessus depuis mon arrivée à la Maison Théâtre. Nous avons refait la mise à jour scénographique ; nous savons que nous pouvons compter sur un terrain d'une valeur de six millions de dollars, rue Sherbrooke Ouest près de Saint-Urbain, terrain qui doit être cédé par la Ville à l'Université du Québec à Montréal, à la condition qu'elle accepte d'y accueillir la Maison Théâtre — il s'agit d'un lieu idéal et magnifiquement situé. Le type d'entente que nous avons avec le Musée de Pointe-à-Callière pourrait alors se réaliser avec le Musée des beaux-arts (nous pourrions collaborer avec son service éducatif) ; bref, cela nous ouvrirait bien des portes. En 1990, Lucienne Robillard, alors ministre des Affaires culturelles, avait signé avec nous une lettre d'entente d'une valeur de quatre millions et demi ; il manquait alors l'argent du gouvernement fédéral. Il existe donc de nombreux acquis.

Pouvez-vous toujours compter sur le terrain, et sur les fonds promis par le Ministère il y a cinq ans ?

N. D. — Naturellement, c'est une question d'éthique ; cela dépend de la volonté d'un gouvernement de respecter ou non les engagements du gouvernement précédent. Quant au terrain, la nouvelle administration municipale de Pierre Bourque nous a confirmé l'engagement pris sous la direction du maire précédent, Jean Doré. Nous nous attendons à la même politique de la part du ministère de la Culture.

Ma constatation actuelle, qui est peut-être un peu ironique, c'est que pour les gouvernements, les enfants n'ont pas droit à des sièges aussi confortables que les adultes. C'est en grande partie la raison pour laquelle ce dossier ne bouge pas : d'une part, les enfants ne votent pas, d'autre part, il existe encore beaucoup de préjugés à l'égard du théâtre jeunes publics. On pense qu'il peut s'accommoder de moins ; que c'est essentiellement du théâtre de tournée qui se monte en une heure. Les productions jeunes publics peuvent atteindre le même niveau de qualité que celles pour adultes, dans la mesure où on leur en donne les moyens.

Est-ce que l'on invoque également comme argument le fait que vous possédez déjà un lieu de diffusion ? Car même si vous trouvez le Triorium ingrat, vous vous y produisez avec succès depuis dix ans.

N. D. — Ce lieu nous coûte soixante mille dollars par année et, chaque fois que nous voulons y organiser une nouvelle activité, il nous coûte 800 \$ par jour. C'est un lieu qui n'est pas rentable, sans compter que nos bureaux, situés rue Sainte-Catherine Ouest, nous coûtent quinze mille dollars de plus.

S. M. — Le projet de maison permanente comprend deux salles : une petite, mobile, pour la petite enfance et une grande. Actuellement, il y a une foule d'activités d'animation que nous ne pouvons pas faire.

N. D. — Par exemple, nous voudrions parfois présenter une exposition scénographique dans le hall d'entrée. C'est pratiquement impossible.

Certains observateurs, comme Gilles Marsolais du Conservatoire d'art dramatique de Montréal, sont d'avis que la salle du Tritorium n'a pas été conçue pour le théâtre, parce que l'architecture de la scène est irrégulière, parce qu'une partie de la salle (les balcons) ne sert jamais, et ainsi de suite¹. Que pensez-vous de ce jugement ?

S. M. — C'est tout à fait vrai ; j'ajoute qu'on n'entend rien sous les balcons, et que les enfants trop petits seraient complètement cachés si nous louions les sièges du fond de la salle. Sur le plan technique, la scène est un véritable enfer : il y a trois centres de scène, selon que l'on se place à l'avant-scène, au cadre de scène ou au lointain ! Tout est irrégulier ; l'avancée est trop grande, le public est loin, bref c'est une salle « multidisciplinaire », pas du tout pratique pour faire du théâtre.

Actuellement, le projet d'immobilisation est-il en panne ?

N. D. — Il est en quête de quelqu'un qui croit au théâtre jeunes publics, dans le monde de la politique ou dans les ministères.

S. M. — Le dossier est arrivé assez loin pour qu'on puisse dire maintenant que s'il bloque encore, c'est une question politique. Il est sur le point de passer ou de casser. Nous avons fait tout ce que nous pouvions faire, nous avons fait preuve d'ouverture, mais l'annonce n'arrive toujours pas.

Avez-vous reçu du gouvernement fédéral le même genre d'assurance que du gouvernement provincial ?

S. M. — Non, et c'est ce qui explique le retard actuel. Ottawa n'a pas encore affirmé qu'il était prêt à faire sa part comme Québec. Il semble pourtant que quelque chose soit sur le point de bouger de ce côté. Mais la conjoncture est inquiétante.

La concurrence des comités culturels

Parlons maintenant d'une question délicate : les relations de la Maison Théâtre avec le monde scolaire, compte tenu du réseau qui est en train de se constituer autour de certaines écoles pour lui faire concurrence comme lieu de diffusion. On entend parfois dire, dans ces

1. Voir « Dites-moi où l'on vous loge... Réflexions amères sur les lieux théâtraux », *Jeu* 42, 1987.1, p. 9-18.

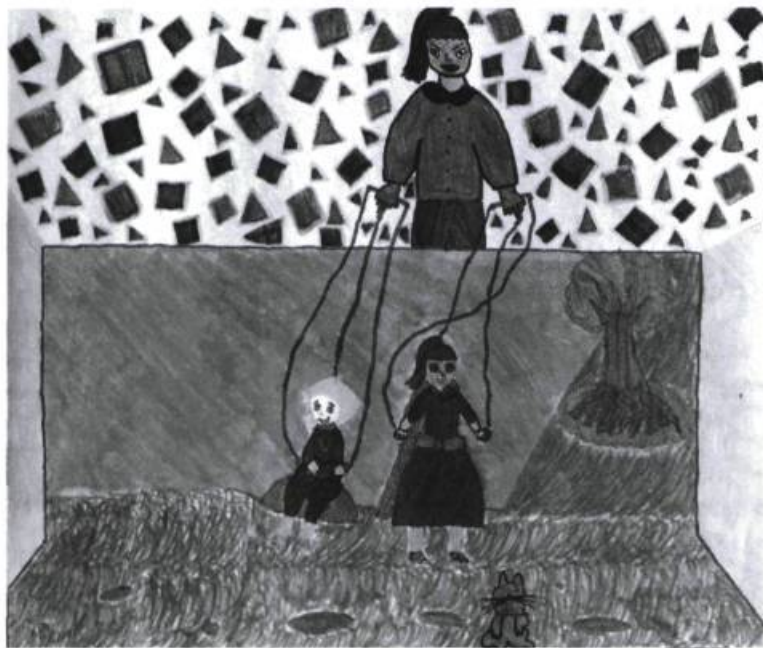
milieux, qu'il ne faudrait pas construire de lieu permanent pour la Maison Théâtre, mais plutôt affecter les ressources ailleurs.

S. M. — On pourrait faire la comparaison avec les musées ; il y en a partout en région, tout comme des bibliothèques, ce qui n'empêche pas qu'on trouve aussi une grande bibliothèque à Montréal, ainsi qu'un Musée des beaux-arts et un Musée d'art contemporain. Il faut des leaders quelque part, et la Maison Théâtre est toujours le seul lieu, le seul théâtre uniquement voué aux jeunes publics. Elle sera donc toujours une référence pour n'importe quel autre lieu où l'on voudra présenter du théâtre jeunes publics. Une maison permanente, avec tous les aspects que nous avons évoqués, sera la seule à pouvoir offrir un ensemble de services. Ponctuellement, il est aussi essentiel que les jeunes viennent voir tout ce qui entoure une représentation. Ce que les autres lieux font, c'est d'offrir une représentation théâtrale, un point c'est tout.

N. D. — Si l'on tombe dans ce genre d'analyse, il faut remettre en question un tas d'autres organismes. La Nouvelle Compagnie Théâtrale existe, mais les compagnies institutionnelles pour adultes offrent aussi des représentations en matinées scolaires. Qui a le droit d'exister ?

S. M. — Il faut également être conscient d'un fait : c'est grâce à la Maison Théâtre que sont nés tous les autres lieux de diffusion jeunes publics. Or, les compagnies se rendent bien compte que les conditions de travail dans ces salles ne sont pas partout excellentes. Si la Maison Théâtre a son lieu permanent, elle pourra faire le travail d'animation et de sensibilisation essentiel pour le jeune public et pour les professeurs,

Dessin que Leïla Skalli, de l'École St-Pascal-Baylon, a offert à la Maison Théâtre.



lesquels ne sont pas nécessairement prêts à prendre n'importe quel type de spectacle parce qu'ils ne connaissent pas bien le théâtre. Il faut bien que quelqu'un fasse ce travail pour que puissent évoluer à la fois la dramaturgie et le public.

En fait, la Maison Théâtre constituera toujours la tête de pont à cet égard. Sans compter que beaucoup de lieux de diffusion n'osent pas prendre de risque. Ils invitent des spectacles, pas nécessairement de mauvaise qualité, mais plus faciles d'accès parce que les diffuseurs ont peur de perdre leur clientèle que sont les enseignants. C'est d'ailleurs cela qui est dommage : notre public, c'est les enfants, mais ce sont les profs qui achètent nos spectacles. C'est donc

eux qu'il faut convaincre. C'est auprès d'eux que nous avons à faire tout un travail, que les autres lieux de diffusion ne font pas.

Quand vous parlez des autres lieux de diffusion, faites-vous référence entre autres aux maisons de la culture ?

N. D. — Il ne faudrait pas tout mélanger. Laissez-moi vous donner un exemple. Pour 1995-1996, nous avons un projet commun avec quatre maisons de la culture, qui permettra à des enfants d'un quartier donné d'assister à deux spectacles à leur maison de la culture et deux à la Maison Théâtre au cours d'une même saison. Pour ces maisons de la culture, l'objectif est double : amener les enfants à la fois à voir du théâtre dans leur quartier et à fréquenter les institutions culturelles montréalaises.

Autrement dit, même si les enfants habitent en banlieue, il faut les amener à acquérir des habitudes culturelles en fréquentant des lieux de diffusion situés au centre-ville.

N. D. — Voilà. Et à l'occasion du dernier spectacle de la saison, nous inviterons les parents à assister gratuitement à une représentation familiale donnée pendant la fin de semaine. Nous ferons autour de cela un travail d'animation et de sensibilisation. Je crois donc que la distinction qu'il faut établir entre la Maison Théâtre et les comités culturels, c'est que ces derniers n'ont pas développé de public familial. Ils ont un public captif, un public scolaire.

Lorsque je suis arrivée ici, après avoir travaillé pour les adultes, j'ai été très étonnée de voir que la Maison Théâtre fonctionnait, avec son public familial, exactement comme un théâtre pour adultes. Par exemple, nous avons une entente avec la Compagnie Jean-Duceppe, qui permet aux abonnés de ce théâtre de recevoir nos brochures et de profiter d'un rabais en s'abonnant chez nous ; nous lançons notre campagne d'abonnements en avril ou mai, par *télé-marketing*, comme dans les théâtres pour adultes ; nous offrons nos spectacles sur une période de trois semaines ; nous faisons des placements médias ; les pièces jouées chez nous jouissent donc d'une excellente couverture de presse, ce qui est très important pour les compagnies qui tournent toujours en circuit fermé. Cette visibilité, dans un spectacle pour enfants, est fondamentale pour les concepteurs — scénographes, metteurs en scène... —, surtout pour ceux qui travaillent beaucoup en théâtre pour adultes.

Par exemple, Martine Beaulne va monter pour le Théâtre de l'Œil *Zoé perd son temps*, que nous présenterons en décembre ; il faut qu'on puisse en parler largement dans le public. Et cela, c'est essentiel au milieu théâtral dans son ensemble. À cet égard, un diffuseur spécialisé comme la Maison Théâtre est le seul à pouvoir offrir certains services. Il faut protéger ces acquis. Je suis sûre qu'il y aura toujours des écoles qui viendront à la Maison Théâtre, parce que nous disposons d'un personnel d'accueil professionnel, parce que nous offrons des rencontres dans les écoles et que nous travaillons avec les professeurs.

Certains enseignants nous disent que c'est facile avec nous : la programmation est faite pour eux, et s'ils prennent des risques, ils savent que nous les prenons avec eux. En 1994-1995, pour la création de *Pierrette Pan, ministre de l'Enfance et des Produits dérivés*, des profs disaient que c'est un spectacle qu'ils n'auraient peut-être pas invité dans leur école, ou même qu'ils ne seraient pas allés voir ailleurs. Seulement, sachant qu'à la Maison Théâtre ils ont une garantie de qualité, ils sont venus le voir. Pour la saison 1995-1996, nous aurons encore deux créations : *la Bonne Femme*, de Jasmine Dubé, que nous avons choisie à partir d'un synopsis, et le spectacle du Théâtre de l'Œil, sélectionné dans les mêmes conditions. Bien sûr, les gros réseaux de diffusion jeunes publics ne feraient pas de tels choix. Ils attendraient de voir ces spectacles avant de les programmer. En fait, nous acceptons de prendre le risque avec les compagnies.

Est-ce que les ententes signées entre la Maison Théâtre et quelques maisons de la culture sont un moyen de contrer l'influence des comités culturels dans les quartiers périphériques ?

N. D. — Non ; je ne travaille pas de cette façon. Ce n'est pas productif. Les liens que nous établissons découlent plutôt d'une complicité artistique. L'idée est venue de maisons de la culture qui aiment bien travailler avec nous, et nous cherchions ensemble depuis un an des pistes de collaboration. Pendant ce temps, dans certaines de ces maisons, s'est développée une prise de conscience par rapport aux lieux institutionnels situés au centre de Montréal. Les responsables se sont dit qu'après avoir sensibilisé à la culture la population du quartier, le temps était venu de lui permettre d'en sortir pour découvrir ce qu'une métropole peut lui offrir. Je trouve que cette attitude s'accorde magnifiquement avec notre démarche.

Un des grands arguments que l'on entend parfois venant de la banlieue, c'est que toutes les écoles situées en périphérie du centre de Montréal sont trop éloignées de la Maison Théâtre, ce qui occasionne des déboursés excessifs et une grande perte de temps pour les enfants.

N. D. — Voilà pourquoi certaines écoles apprécient le parcours culturel que nous offrons, soit deux activités — un musée et un spectacle — en une journée. En 1994-1995, nous avons aussi pu, pour la première fois, rembourser cinquante pour cent des coûts du transport des écoliers, grâce au programme Specta-jeunes du ministère de la Culture. Ce programme sera encore en vigueur la saison prochaine, mais avec un plus petit budget. Par ailleurs, des responsables d'écoles de banlieue nous disent aimer amener les enfants au centre-ville ; ils veulent profiter de la proximité de la métropole pour donner aux enfants accès à la Maison Théâtre.

En pratique, êtes-vous opposée à ce que les enfants puissent aussi avoir accès à du théâtre dans leur région ? Et si non, la Maison Théâtre ne pourrait-elle pas devenir le maître d'œuvre d'une telle diffusion, par satellisation ?

N. D. — Nous n'y sommes pas du tout opposés, mais encore faut-il distinguer entre les lieux de diffusion. Par exemple, le Théâtre de la Ville, à Longueuil, fait un travail exceptionnel, sous la direction artistique forte de Lise Vaillancourt. Dans ces condi-

tions, je ne pense pas que la Maison Théâtre pourrait ajouter un satellite à Longueuil, car les enfants de cette ville sont très bien servis.

Autrement dit, on ne peut pas mettre toutes les banlieues dans le même sac ?

S. M. — Sûrement pas. Et je crois qu'on peut s'interroger sur les critères de sélection de ces comités. C'est le risque, lorsque les responsables scolaires font de la sélection de spectacles. En principe, chacun est le mieux placé pour jouer le rôle qu'il connaît le mieux. À Longueuil, Lise Vaillancourt est la mieux placée pour faire de la diffusion, œuvrant dans le milieu théâtral depuis longtemps. Il faut sentir le pouls des enjeux culturels et tenter de les respecter, ce que les gens du monde de l'éducation n'arrivent pas toujours à faire.

La collaboration avec le monde de l'éducation, cependant, est une excellente chose. J'ai rencontré René Gibeault² et je lui ai dit que les comités culturels étaient un phénomène très intéressant. Il me semble qu'ils ont d'abord pour objectif d'œuvrer à la formation culturelle des éducateurs, ce que les créateurs ont été obligés de faire seuls jusqu'à présent, avec quelques lieux de diffusion. Si la Maison Théâtre, et d'autres diffuseurs comme ma compagnie — l'Arrière Scène de Belœil —, par exemple, peuvent travailler avec les écoles et ces comités culturels, ces derniers pourraient faire passer dans leur milieu les vraies raisons de l'art. Cela nous aiderait vraiment. Par contre, quand ils veulent jouer notre rôle de programmeur, là, il y a un problème.

Je sais que les comités culturels ont commencé à œuvrer comme diffuseur à partir d'une salle de Repentigny ; y a-t-il des écoles de ce quartier, ou d'autres secteurs, qui ont abandonné la Maison Théâtre à la suite de la création de ces comités ?

N. D. — Je peux vous parler précisément de Repentigny, mais d'abord il faut dire que, chaque fois qu'un nouveau diffuseur ouvre ses portes, nous perdons des spectateurs.

S. M. — Prenez Aventure T, la structure jeunes publics de Réseau-scène, lequel travaille dans la grande ceinture de Montréal. Ce réseau est un regroupement de diffuseurs professionnels québécois pour adultes, faisant partie de RIDEAU, qui couvre les régions des Laurentides, de Lanaudière, de l'Outaouais et de la Montérégie. C'est donc énorme. Eh bien, quand Aventure T a été fondée, nous avons perdu une part de notre clientèle scolaire. Mais si l'on regarde les chiffres, il reste que la raison d'être de la Maison Théâtre demeure. Il est important que ces nouveaux diffuseurs existent, pour les compagnies comme pour le public, mais il faut rappeler que c'est la Maison Théâtre qui a fait démarrer tout cela. Il faut donc maintenir un équilibre. Ce n'est pas parce que la Maison Théâtre perd certains spectateurs qu'elle ne devrait plus avoir le droit d'exister !

N. D. — Et les quinze mille spectateurs venant du grand public qui suivent nos productions, il faut les garder ! Et ne pas oublier que le public enfant, c'est aussi le public

2. Voir son article dans ce numéro.



Mur-Mur, de DynamO Théâtre, sera présenté à la Maison Théâtre en 1995-1996. Photo : Pierre Crépô.

Mais comme Bell, nous allons pouvoir nous relever. Pendant deux ou trois ans, nous avons perdu des spectateurs de Repentigny, mais certains nous reviennent depuis, même si cela leur demande un effort supplémentaire pour trouver le budget.

En terminant, y a-t-il d'autres aspects du rôle de la Maison Théâtre que vous aimeriez souligner ?

N. D. — Oui, nous travaillons à développer les services à nos compagnies membres, par exemple sous forme de fiches signalétiques, pour nous permettre de présenter les compagnies et leurs spectacles à des acheteurs potentiels. C'est un travail de promotion. Nous sommes aussi désormais le bureau francophone d'ASSITEJ (l'Association internationale du théâtre pour l'enfance et la jeunesse). Nous recevons donc énormément d'information du monde entier — d'aussi loin que le Japon ou l'Australie —, et nous allons publier un bulletin pour la véhiculer. Dans le même esprit, nous allons faire traduire les fiches sur les compagnies québécoises pour les diffuser à travers le monde, par le réseau d'ASSITEJ. Il s'agit par là de contribuer au développement du théâtre québécois pour jeunes publics, dont les tournées internationales, jusqu'à présent, étaient seulement le fait de quelques compagnies.

Par ailleurs, la Maison Théâtre dispose d'une fondation, qui n'est pas active pour l'instant, mais que nous avons l'intention de remettre sur pied, surtout dans la perspective des collectes de fonds qu'il faudra mener en vue de la construction de notre nouveau lieu. ♦

adulte de demain. Quelqu'un me disait récemment que la Maison Théâtre devrait recevoir une redevance d'un dollar par billet vendu, de la part des théâtres pour adultes, parce qu'elle est en train d'assurer leur avenir. Je n'avais jamais vu la chose de cette façon.

Mais pour répondre à votre question sur Repentigny, qui est intéressante, je vous dirai qu'en effet la compétition est arrivée. Au début, la Maison Théâtre était la seule, ce qui n'est plus le cas. Nous sommes comme Bell Canada, qui a perdu son monopole en matière de téléphonie.